

12 décembre : nous ne paierons pas leur crise !

Partout dans le pays, les salarié-es des filières industrielles sont touché-es de plein fouet par les licenciements et des attaques contre le temps de travail et les salaires : automobile, sidérurgie, chimie, papier, aérospatiale, agronomie... Les effets territoriaux sont tout aussi dramatiques : des régions entières se vident de leurs emplois et voient leur tissu économique et social s'effondrer et les services publics disparaître. L'impact environnemental est également considérable : d'une part le transport des marchandises induit par les délocalisations, et d'autre part la production est délocalisée dans des pays aux normes sociales et environnementales souvent bien plus faibles.

Depuis plusieurs années, les réformes de la formation initiale vont dans le sens d'une adaptation de l'offre de formation aux besoins immédiats en main d'œuvre du patronat et des entreprises locales. À l'inverse, une formation professionnelle initiale généraliste est une garantie d'insertion et d'évolution professionnelle à long terme. La brutalité de ces fermetures d'entreprises montre qu'il y a urgence à sortir de l'adéquationnisme radical porté par le gouvernement sur la carte des formations initiales.

Des dizaines de milliers de travailleur-ses sont menacé-es, il faut un moratoire sur les licenciements pour préserver les compétences et les emplois. Par ailleurs, la CGT revendique la conditionnalité des aides publiques au service l'emploi industriel. Les aides publiques ont uniquement vocation à répondre aux besoins de la société, pas à augmenter les dividendes. Au-delà de la sauvegarde des emplois, la CGT insiste sur une politique industrielle qui respecte les travailleur-ses, le territoire et l'environnement. La CGT revendique un plan de relocalisation et de maintien des emplois industriels, dirigé par l'État. Pour mettre en œuvre ce plan, pour offrir des possibilités de reconversion choisie aux salarié-es, il faut un investissement massif dans la formation professionnelle tout au long de la vie.

Pourtant, en ce moment, le gouvernement fragilise des outils publics, comme l'AFPA, qui ont fait leurs preuves et dont le maillage territorial permet une couverture nationale efficace. Dans le même temps, les secteurs de la formation et de l'enseignement privé indépendant sont également impactés : CFA associatifs ou des chambres de métiers et d'artisanat, formation pour adulte, spécialement celle en direction des demandeurs d'emploi et des publics en insertion. On ne compte plus les plans sociaux dans les grands groupes de l'enseignement privé indépendant. La formation continue doit être sortie de la marchandisation et des appels d'offre. La FERC-CGT revendique la création d'un grand service public de formation professionnelle continue, d'insertion, d'orientation et de certification qui s'appuie, en particulier, sur l'AFPA, le CNAM et les GRETA.

La CGT demande une réponse forte et collective pour une politique industrielle qui réponde à l'impératif social et écologique. Pour la satisfaction de ces revendications, avec la CGT, la FERC CGT appelle à participer à une convergence nationale des mobilisations, avec débrayages et grèves, le 12 décembre 2024 pour l'emploi, les services publics et l'industrie et l'industrie.

Montreuil, le 10 novembre 2024